

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 234/02

ÉFAI – 020490 – AMR 38/016/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**JAMAÏQUE**

**Dave Beckford (h)  
la famille de Dave et Reagon Beckford**

**Personne tuée : Reagon Beckford (h)**

**Londres, le 24 juillet 2002**

La police a battu et menacé Dave Beckford, dont le frère de Reagon a été tué par des policiers en mars 2001. Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Dave Beckford et de ses proches.

L'organisation pense que ces policiers tentaient d'intimider les membres de la famille de Reagon Beckford, pour les empêcher de continuer à demander que justice leur soit rendue pour la mort de Dave Beckford. Le commissaire divisionnaire qui dirige la *Crime Management Unit* (CMU, Unité de lutte contre le crime) doit déposer demain dans le cadre d'une enquête sur la mort de Reagon Beckford et de six autres jeunes tués par la police le 14 mars 2001, qui auraient été exécutés de manière extrajudiciaire. Selon un rapport d'autopsie, Reagon Beckford a été atteint par huit balles, au cou, à la poitrine, dans l'abdomen, à la cuisse droite, à la jambe droite et au pied gauche.

Le 23 juillet, aux alentours de 18 heures, ce commissaire divisionnaire et un groupe de policiers estimé à une trentaine d'individus, dont certains étaient affectés au poste de police de Hundred Man, sont entrés chez les Beckford, à Braeton. D'après les informations recueillies, des membres des forces de l'ordre ont frappé Dave Beckford à la poitrine, au visage et dans les testicules, et l'ont étranglé. La police l'aurait ensuite contraint à s'agenouiller dans sa chambre, puis lui aurait appuyé contre la tête le canon d'une arme à feu dont le chien avait été ramené en arrière. Il a été interrogé et accusé de détenir des armes à feu destinées à être employées pour tuer des policiers.

D'après les informations recueillies, le commissaire divisionnaire qui dirige la CMU est entré et a demandé : « *Tu sais qui je suis ?* » Dave Beckford ayant répondu par la négative, le commissaire s'est nommé et a déclaré : « *C'est pas ton frère qui était dans cette maison et qui s'est fait tuer ?* », faisant référence à la mort de Reagon Beckford.

Les policiers ont également saccagé la maison, détruisant des meubles, et se sont emparés de photographies ainsi que des actes de naissance de la mère de Reagon Beckford, de ses deux sœurs, de son frère et d'une cousine. Ils ont ordonné à Dave Beckford de se présenter au poste de police à 20 heures le 23 juillet, mais cette injonction n'a été aucunement justifiée et Dave Beckford n'a été informé d'aucunes charges retenues contre lui.

Une organisation de défense des droits humains a dénoncé ces événements au nom de la famille Beckford auprès du directeur de la police et du bureau de contrôle de la police. Jusqu'ici, rien n'indique que les autorités aient ouvert une enquête sur cette affaire.

D'après les informations recueillies, Dave Beckford avait été précédemment frappé, notamment à coups de pied, par des policiers aux alentours du 17 juillet.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International a recueilli à plusieurs reprises d'autres informations indiquant que des membres des familles des « *7 de Braeton* » (les sept jeunes tués dont faisait partie Reagon Beckford) avaient fait l'objet d'actes d'intimidation et de menaces. Ainsi, selon certaines sources, des membres de la CMU, accompagnés de son dirigeant, le commissaire divisionnaire évoqué plus haut, ont rendu visite à des membres de ces familles et à des habitants du quartier la semaine qui a suivi la mort de ces sept jeunes, et les ont menacés. Amnesty International a fait part de ces allégations au directeur de la police au cours d'une rencontre organisée en avril 2001. Le directeur a indiqué à l'organisation que ces menaces feraient l'objet d'une enquête et qu'elle serait informée de ses résultats, mais pour l'heure, Amnesty International ignore tout de l'issue de ces investigations.

Les informations recueillies par l'organisation au cours des dix dernières années font état de centaines de cas d'exécutions extrajudiciaires imputables à des membres de la police jamaïcaine, ainsi que d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous préoccupé par les informations indiquant que Dave Beckford a été menacé de mort et battu et que la famille de Reagon Beckford a été intimidée ;
- exhortez les autorités jamaïcaines à prendre immédiatement les mesures qui s'imposent pour garantir la sécurité de la famille Beckford ;
- demandez instamment que soit ouverte immédiatement une enquête impartiale et exhaustive sur l'agression et les menaces du 23 juillet, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- faites part de l'inquiétude que vous inspire l'ampleur des brutalités policières en Jamaïque ;
- appelez les autorités policières à informer Amnesty International de l'issue de l'enquête menée sur les précédentes menaces dont avaient fait l'objet des proches des « 7 de Braeton » et d'autres habitants de ce quartier.

**APPELS À :**

**Ministre de la Sécurité nationale :**

The Hon. Dr. P. Philipps  
Minister for National Security  
Ministry for National Security, Mutual Life Building  
North Tower, 2 Oxford Road  
Kingston 5, Jamaïque

**Fax :** + 1 876 906 1724

**Télégrammes :** Minister for National Security, Kingston, Jamaïque

**Formule d'appel :** *Dear Minister,* / Monsieur le Ministre,

**Directeur de la police :**

Francis A. Forbes, CD, LL.B.  
Commissioner of Police  
Office of the Commissioner  
101-105 Old Hope Road, Kingston 6  
Jamaïque

**Fax :** + 1 876 927 7516

**Télégrammes :** Commissioner of Police, Kingston, Jamaïque

**Formule d'appel :** *Dear Commissioner,* / Monsieur le Directeur,

**Procureur général et ministre de la Justice :**

The Hon. A. J. Nicholson  
Attorney General  
Ministry of Justice  
Mutual Life Building, North Tower  
2 Oxford Road, PO Box 472  
Kingston 5, Jamaïque

**Fax :** + 1 876 906 1724

**Télégrammes :** Minister of Justice, Kingston, Jamaïque

**Formule d'appel :** *Dear Minister,* / Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

**Commissaire responsable du poste de police de Hundred Man :**

Superintendent Harrison, Head  
Hundred Man Police Station  
1 Braeton Park Way  
Braeton, Jamaïque

**Fax :** + 1 876 949 8432

**Formule d'appel :** *Dear Superintendent Harrison,* / Monsieur le Commissaire,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Jamaïque dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 4 SEPTEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*